

## POUR UNE BELLE RETRAITE



**Elsa Faucillon**

Belle et heureuse année à vous et à toutes celles et ceux qui vous sont proches. Cette année je vous souhaite aussi collectivement d'empêcher le recul de l'âge légal de départ en retraite voulu par le gouvernement. Celui-ci répète à longueur d'antenne que vivant plus longtemps il faudrait travailler plus longtemps. Quel faux bon sens ! Au départ la retraite a été mise en place comme un revenu pour lutter contre la misère des personnes devenues incapables de travailler. Puis avec l'allongement de la durée de vie, l'amélioration des pensions et la retraite à 60 ans, son rôle a évolué. La retraite est donc un nouvel âge de la vie ; une avancée dans l'âge mais aussi un temps libéré, de participation à la vie sociale ou familiale en dehors des contraintes de l'emploi. Nous constatons d'ailleurs combien dans notre ville les retraités participent à la vie associative, donnent de leur temps pour les autres, merci à vous, c'est précieux.

Les luttes de nos aînés ont permis ce droit, rien ne justifie aujourd'hui de s'en priver. Si l'espérance de vie a augmenté, celle en bonne santé stagne. Repousser l'âge de départ en retraite conduirait à raccourcir le temps de retraite en bonne santé et à faire augmenter la part de vie à la retraite vécue en incapacité. Cela frapperait d'autant plus celles et ceux qui exercent des métiers pénibles. Nous tournerions ainsi le dos aux progrès survenus à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, le monde à l'envers ! Nous serons aux côtés de toutes celles et ceux qui se mobiliseront pour faire reculer le gouvernement et défendre la retraite à 60 ans.

## LES ÉLUS SOCIALISTES AU CONSEIL MUNICIPAL VOUS SOUHAITENT...



**Christophe Bernier**

**... une très bonne année 2023 pour vous et pour tous ceux qui vous sont chers.**

Nous faisons également le vœu d'une année 2023 riche de débats où la parole de chacun sera écoutée et entendue. Les enjeux seront nombreux : préservation de notre système de retraite, soutien à l'hôpital public, mobilisation pour que chacun trouve un logement décent et abordable, lutte contre l'inflation, etc.

En décembre dernier, le conseil municipal a débattu du projet de budget municipal pour l'année 2023. Ce budget marque la prise en compte très forte par la majorité municipale des enjeux auxquels nous sommes tous collectivement confrontés. Il est marqué par des investissements et des orientations fortes pour accélérer la transition écologique et réduire l'empreinte carbone de notre ville. Cet effort, il devra être porté par tous : particuliers, entreprises, collectivités. La ville de Gennevilliers y prendra sa part de manière volontariste et innovante.

L'année 2023 marquera également la mi-mandat municipale (2020 - 2026) et sera l'occasion de vous présenter le bilan des trois dernières années d'actions de vos élus mais aussi d'échanger avec vous sur les projets et les orientations à venir. Rendez-vous au printemps !

## CONTRIBUTION NON PARVENUE

## ACTION PUBLIQUE 2022 ? QUI CONNAÎT ?



**Sonia Blanc**

Depuis plus de quinze ans, agent-e-s des administrations territoriales et élu-e-s sont confrontés à des réformes qu'ils sont contraints de mettre en œuvre, quand bien même celles-ci compromettent les actions engagées. Un rapport sénatorial du 29/09/2022 a clairement mis en cause ces réformes successives. Passé inaperçu, il est pourtant intéressant de se pencher sur ses grandes lignes : absence de concertation des acteurs concernés et d'évaluation rigoureuse des précédentes réformes. On peut y lire que « les réformes s'empilent sans tentative d'en dégager de manière objective et documentée des enseignements ».

Actuellement, une nouvelle réforme de l'organisation territoriale de l'État est engagée. Pourtant, on peut encore déplorer un déficit de concertation, voire d'information : près de 85% des élus ignorent l'existence de cette démarche intitulée « action publique 2022 ». Celle-ci n'a reposé sur aucune évaluation ou bilan des réformes précédentes. Comment en tirer ainsi les réussites, les échecs et donc de guider son action ?

Constat incontestable des rapporteurs (Agnès Canayer et Éric Kerrouche) : « L'offre d'État répond mal, voire pas du tout, aux besoins des collectivités territoriales ».

Il nous semble pourtant évident que toute nouvelle réforme devrait être en amont travaillée avec les premiers concernés (élu-e-s locaux et agent-e-s) et être fondée sur les principes bien connus que sont la subsidiarité, la différenciation territoriale, représentation des élus locaux, d'évaluation, l'accessibilité des services publics...

En octobre dernier, Emmanuel Macron a annoncé « nouveau chapitre de la décentralisation », promettant que les collectivités seraient associées ainsi que des transferts de « responsabilités » et « financements ».

À ce jour, on ne peut qu'être dubitatif quant à l'efficacité de cette énième réforme, dès lors qu'elle ne vise pas à remédier aux écueils maintes fois dénoncés : baisse de moyens de l'État dans les territoires (et donc de personnel), offre de services publics défaillante, logique des appels de projet tous azimuts, dématérialisation à outrance (en dépit d'un fort illettrisme et des difficultés d'accès aux procédures dématérialisées), multiplicité des opérateurs et agences d'État... Nous devons rester vigilants pour défendre notre ville et l'intérêt des habitants.

Le groupe d'union des Gennevillois-e-s vous adresse ses meilleurs vœux pour 2023.

## CONTRIBUTION NON PARVENUE

## MEILLEURS VŒUX DE SANTÉ ET DE SOLIDARITÉ



**Laetitia Ghirardi**

Notre groupe politique vous souhaite une bonne année 2023 : nous vous transmettons nos meilleurs vœux de santé et de joie, ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui vous sont chers.

Vous le savez : désormais les crises se succèdent les unes aux autres, chaque année apporte son lot d'épreuves, de difficultés. Pour les surmonter, nous arrivons toujours à trouver en nous la force de les affronter et, pour nous ressourcer, nous avons encore la possibilité de profiter de choses simples de la vie : un bon repas, un sourire, du temps passé en famille ou avec des amis ; bref tout ce qui nous relie et qui crée de la solidarité.

Dans les périodes troublées, marquées par des difficultés d'ordre matériel mais aussi par une absence de justice et d'équité dans la façon dont les gens sont traités, il est important de se raccrocher à cette dimension de solidarité, qui est l'un des fondements d'une société empreinte d'humanité. C'est pourquoi il revient à chacun de faire de son mieux pour aider son prochain : sa famille, ses amis, ses collègues, ses voisins.

Ce début d'année va être malheureusement placé sous le signe d'une crise de l'énergie qui va continuer à impacter votre pouvoir d'achat : la solidarité doit permettre d'atténuer les effets ; pas uniquement la solidarité des pouvoirs publics, qui ne cesse d'être rognée, mais aussi la solidarité dont vous savez faire preuve. Le véritable pouvoir, amis Gennevillois, est personnel, celui d'être acteur et de donner du sens par vos propres actions.

Il faut de la personnalité pour se frayer un chemin dans cette période compliquée, et vous en avez. Alors que nos politiques publiques se délitent, nous n'avons pas d'autre choix que de nous raccrocher à ce que nous croyons juste et d'agir en conséquence. La citoyenneté doit venir d'en bas, pas d'en haut : c'est le bas qui doit réformer le haut. La technocratie doit laisser place à une vraie démocratie et le pouvoir/kratos doit revenir au peuple/démos.

Bon début d'année à toutes et à tous.

## SAUVONS NOS ENTREPRISES. LA PLANÈTE PEUT ATTENDRE !



**Philippe Hallais**

Steven Koonin, ancien conseiller scientifique de B. Obama, fait appel à la raison face aux affirmations péremptives à propos du climat et de la planète. Pendant les discours de la COP 27, la dégradation de l'économie française s'accélérait. Les chiffres sont angoissants :

- 36 000 déclarations de faillites d'entreprises ont été constatées sur un an. Euler Hermes (société d'Assurance-crédit) évalue que les faillites en France vont augmenter de 40% pour 2022.
- Les TPE/PME font face à une crise du fait d'une part du manque de matières premières et d'autre part des restrictions de la demande.
- Augmentation de 30% du nombre de bénéficiaires des associations caritatives par comparaison à 2021
- Augmentation dramatique du coût de l'énergie (fuel, gaz, électricité)

Le « quoi qu'il en coûte », décidé pour cause de Covid, associé à la guerre Russo-ukrainienne, a fragilisé des centaines de milliers de TPE/PME, tant dans leur production que pour leur trésorerie, voire leur survie. Les conséquences immédiates concernent en premier lieu les entrepreneurs, qui doivent rembourser les prêts consentis. Ensuite, les dommages porteront sur les salariés, augmentant le poids du chômage dans notre société.

Cette situation s'amplifie et devient dramatique du fait de l'ensauvagement de la France entraînant rackets, agressions, squat.

Dans un tel contexte, un gouvernement responsable devrait donner la priorité à l'aide des entrepreneurs. Malheureusement, ce gouvernement ne se soucie que de dépenser pour, selon l'expression médiatique, « sauver la planète ». Alors même que la France n'émet que 0,8% des gaz à effet de serre (contre 35% pour la Chine), nous fermons des réacteurs nucléaires (qui ne produisent pas ces gaz). De même, la politique d'implantation d'éoliennes est catastrophique : production intermittente, aucune retombée pour l'économie française, les éoliennes étant construites et implantées par des sociétés étrangères.

Le président va organiser une conférence climat en 2023 pour soutenir les pays dits vulnérables par rapport aux changements climatiques. Pourquoi ne pas se soucier principalement de la vulnérabilité actuelle des entreprises françaises et de leurs salariés ?

## LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

**JANVIER 2023**

**LES CONTRIBUTIONS  
PUBLIÉES DANS CES PAGES  
N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION  
DU SITE DE LA VILLE**